

Arrêt

« CET ARRÊT A ÉTÉ CORRIGÉ PAR L'ARRÊT N° 322733 du 3/03/2025 »

n° 322 530 du 27 février 2025
dans les affaires X et X / V

En cause : **X et X, agissant en**
 qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs :
 1. X,
 2. X

ayant élu domicile : **au cabinet de Maître M. ALIE**
 Avenue Louise 251
 1050 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu les requêtes introduites le 14 novembre 2024 par X et X, agissant en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs : X et X, qui déclarent être de nationalité guinéenne, contre les décisions de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prises le 11 octobre 2024.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu les ordonnances du 19 décembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 23 janvier 2025.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes assistées par Me C. SAMRI *loco* Me M. ALIE, avocat, et par leurs parents X, X et N.J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La jonction des affaires

Les requérants, qui sont frère et sœur, font état de craintes de persécution et de risques d'atteintes graves partiellement fondées sur des faits identiques. Il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de joindre ces recours en raison de leur connexité.

2. Les actes attaqués

2.1 Le premier recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général ») à l'encontre de Mademoiselle A. D., ci-après dénommée « la requérante ». Cette décision est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués »

Selon les déclarations de tes parents, tu es de nationalité guinéenne et tu es née à Arlon le 16 septembre 2019.

Ton père a quitté la Guinée le 15 décembre 2012. Le 17 décembre 2012, il a introduit une première demande de protection internationale. Le 7 juillet 2014, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre de cette demande. Il a introduit un recours contre cette décision auprès du Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) le 8 août 2014. Dans son arrêt n° 137 349 du 27 janvier 2015, le RVV a confirmé la décision du Commissariat général sur tous les points.

Le 4 mars 2015, ton père a introduit une deuxième demande de protection internationale. En date du 20 mars 2015, le Commissariat général a pris une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du RVV le 7 avril 2015. Dans son arrêt n° 148 004 du 18 juin 2015, le RVV a confirmé la décision attaquée.

Le 10 décembre 2015, ton père a introduit une troisième demande de protection internationale. En date du 13 janvier 2016, le Commissariat général a pris une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers (CCE) le 1er février 2016. Dans son arrêt n° 163 099 du 26 février 2016, le Conseil a confirmé la décision attaquée.

Le 9 mai 2016, il a introduit une quatrième demande de protection internationale. En date du 31 mai 2016, le Commissariat général prend une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers le 16 juin 2016. Dans son arrêt n°172 139 du 19 juillet 2016, le Conseil a confirmé en tout point la décision attaquée.

Le 07 novembre 2019, il a introduit une cinquième demande de protection internationale. Cette demande a fait l'objet d'une décision de recevabilité le 18 février 2021 puis d'une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de la protection subsidiaire le 30 avril 2021. Le 12 mai 2021, ton père a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers qui, dans son arrêt n° 264 720 du 30 novembre 2021, confirme la décision du Commissariat général. Cette décision n'est plus susceptible de recours. La décision, dans le cadre de cette demande, est dès lors finale au sens de l'article 1er, §1er, 19° de la loi du 15 décembre 1980.

Ta mère a quitté la Guinée le 15 janvier 2019. Elle a introduit une demande de protection le 1er février 2019 qui, sur base de l'article 57/1, §1er de la loi du 15 décembre 1980, a été introduite également en ton nom, en tant que mineur accompagnant (dès lors que tu as été inscrite sur l'annexe 26 de cette dernière en cours de procédure).

Le 30 avril 2021, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre de sa demande. Le 02 juin 2021, ta mère a introduit un recours contre cette décision auprès du CCE qui a pris un arrêt le 30 novembre 2021 confirmant la décision (« En cause : [XXX] »). Elle a ensuite introduit un recours auprès du Conseil d'Etat qui a rejeté sa requête le 25 février 2022. Cette décision n'est plus susceptible de recours. La décision, dans le cadre de cette demande, est dès lors finale au sens de l'article 1er, §1er, 19° de la loi du 15 décembre 1980.

Le 15 décembre 2021, tes parents ont introduit une demande de protection internationale en ton nom. A l'appui de celle-ci, ils invoquent le fait que tu sois née alors que tes parents sont déjà mariés chacun de leur côté et une crainte d'excision dans ton chef.

Tes parents ont déposé divers documents à l'appui de ta demande.

En date du 7 mars 2023, le Commissariat général a pris une décision d'irrecevabilité à l'encontre de ta demande de protection internationale parce qu'elle repose en grande partie sur les mêmes motifs que ceux invoqués par ton père à l'appui de sa demande du 07 novembre 2019 et par ta mère dans sa demande du 01 février 2019, dont les décisions sont désormais finales. La crainte de mutilation génitale féminine dans ton chef avait en effet déjà été invoquée par tes parents dans leur demande respective. Dès lors, le Commissariat général a conclu au sujet de ta demande qu'il ne s'agissait pas de faits propres qui justifieraient une demande en ton nom propre puisqu'il s'est déjà prononcé à ce propos en estimant que cette crainte n'était pas fondée car tes parents, au vu de leur profil respectif, sont en mesure de te protéger de cette mutilation, une analyse par ailleurs confirmée par le CCE dans le cadre de la demande de ta maman (arrêt n°264 720 du 30 novembre 2021). Quant au fait que tu es née en dehors des liens du mariage, le Commissariat général a estimé dans sa décision que ce fait ne justifiait pas une demande distincte. Au-delà du fait que tes parents n'ont pas mentionné cette crainte lors de leur demande respective, à aucun moment lors de leur procédure alors que tu étais déjà née, leur situation administrative peu claire à l'époque ne permettait en effet pas d'attester que tu étais effectivement née en dehors des liens du mariage.

Toutefois, par son arrêt n° 292 479 du 31 juillet 2023, le CCE a annulé la décision d'irrecevabilité relative à ta demande au motif que des mesures d'instruction complémentaires devaient être réalisées :

« Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient à toutes les parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits : production par la partie défenderesse des informations sur lesquelles elle fonde son appréciation ; nouvel examen du bien-fondé de la crainte invoquée par les requérants au regard des nouveaux éléments joints à la requête ; le cas échéant, production d'informations objectives relatives à la situation des enfants nés hors mariage en Guinée ».

Suite à cet arrêt, le Commissariat général a réexaminé ta demande au regard des motifs d'annulation et a procédé à une nouvelle analyse du bien-fondé de ta crainte.

Tes parents ont par ailleurs été réentendus en date du 06 décembre 2023 et en date du 20 février 2024.

En date du 17 juillet 2024, le Commissariat général a pris une décision de recevabilité dans le cadre de ta demande de protection internationale.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des données de ton dossier administratif, relevons tout d'abord que le Commissariat général considère que, en tant que mineure accompagnée, des besoins procéduraux spéciaux peuvent être reconnus dans ton chef.

Afin de rencontrer ces besoins de manière adéquate, des mesures de soutien ont été prises dans le cadre du traitement de ta demande.

Tes parents ont été entendus à ta place, en raison de ton jeune âge ; l'entretien personnel a été mené par un officier de protection spécialisé et qui a suivi une formation spécifique au sein du Commissariat général quant à l'entretien avec des mineurs de manière professionnelle et adéquate ; ton avocat a eu la possibilité de formuler des observations et de déposer des pièces ; il a été tenu compte de ton jeune âge dans l'évaluation de ta demande, de même que de la situation générale dans ton pays d'origine.

Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que tes droits sont respectés dans le cadre de ta procédure d'asile et que tu peux remplir les obligations qui t'incombent.

Il ressort des déclarations de tes parents, faites au Commissariat général, que ta demande de protection internationale repose en grande partie sur les mêmes motifs que ceux invoqués par ton père à l'appui de sa demande de protection du 07 novembre 2019 et par ta mère à l'appui de sa demande de protection du 1er février 2019, des demandes toutefois rejetées par les instances d'asile, dont les décisions sont désormais finales.

En effet, tes parents estiment tout d'abord que tu risques d'être excisée par leur famille respective mais également par des voisins (NEP 03/02/2023 pp.5 et 10). Constatons d'emblée qu'il s'agit d'une crainte

que ton père et ta mère avaient déjà mentionnée lors de leur demande de protection et qui te concerne. Cette crainte n'avait pas été jugée crédible par les instances d'asile.

Dans son arrêt n°292 479 du 31 juillet 2023, le CCE observe que la précédente décision prise dans le cadre de ta demande repose de manière substantielle sur le constat que le Commissariat général s'estime dans l'impossibilité de connaître la situation conjugale de tes parents. Or, le CCE constate dans le même temps que le dossier administratif ne contient pratiquement aucune information au sujet de la situation conjugale de tes parents de telle manière qu'il se trouve dans l'impossibilité de vérifier l'exactitude de ces motifs. Par ailleurs, tes parents ont fait valoir en termes de requête qu'ils étaient séparés et ont joint à leur recours des copies de certificats de mariage (cf. farde Documents n°5 et 6 après annulation CCE n°292 479 du 31/07/2023), une situation qui pourrait éventuellement avoir un impact sur leur capacité à te protéger contre une MGF en Guinée.

Le fait que tes parents déposent chacun un acte de mariage attestant qu'ils sont mariés en Guinée ne suffit pas à convaincre le Commissariat général de la réalité de cette crainte dans la mesure où ce type de document est peu probant au vu de l'importance de la corruption en Guinée (cf. farde « Informations sur le pays », COI FOCUS Guinée : Corruption et fraude documentaire). Quant aux déclarations de tes parents à ce propos, elles ne permettent pas non plus de penser que leur situation maritale en Guinée influe sur ta crainte de subir une MGF. En effet, rappelons que tes parents ont quitté la Guinée il y a de nombreuses années et qu'ils ont délibérément fait le choix d'être en couple en Belgique et d'avoir deux enfants ensemble, ton frère et toi. Votre naissance a été désirée et celle-ci a bel et bien été assumée par vos deux parents. Les raisons pour lesquelles ils se sont séparés par la suite leur appartiennent. Il n'est pas du ressort du Commissariat général de suivre l'évolution de leur couple ou encore d'adapter son analyse en fonction de leur situation amoureuse laquelle relève de leur seule responsabilité.

Le Commissariat général constate par ailleurs que tes parents restent tous les deux fermement opposés aux MGF ; leur profil respectif déjà démontré est toujours d'actualité et continue de leur permettre de te protéger des MGF. Le simple fait que ta mère dise qu'elle devra retourner vivre chez son mari imposé car elle n'aura pas d'autre endroit où aller ne suffit pas à convaincre le Commissariat général dans la mesure où le caractère forcé de son mariage a été remis en cause mais aussi parce que ta mère a toujours vécu dans la capitale du pays, qu'elle appartient à l'ethnie soussou qui est moins conservatrice, qu'elle a déjà travaillé en Guinée, qu'elle présente un profil très éduqué (diplômée universitaire en Droit des relations internationales) et qu'elle est soutenue dans son opposition par ton père, ce malgré leur séparation. Rappelons que ton père a également vécu et étudié à Conakry, qu'il est ingénieur agronome et qu'il a travaillé en Guinée. Ces éléments permettent au Commissariat général de continuer à penser que tu ne présentes aucun risque de MGF dans ton chef en cas de retour en Guinée.

A ce sujet, le Commissariat général relève que le CCE, dans son arrêt n°163 912 du 11 mars 2016, s'est déjà prononcé au sujet d'un profil tel que celui présenté par tes parents, estimant que le risque de subir une MGF lorsqu'une combinaison de facteurs (âge, niveau éducatif, confession religieuse, appartenance ethnique, origine géographique, statut socio-économique, environnement familial, état du droit national) est réunie peut, dans des situations très spécifiques, contribuer à diminuer significativement le risque de MGF et autoriser à conclure que la personne concernée ne sera pas exposée à un tel risque d'excision et/ou sera raisonnablement en mesure d'en être protégée ou de s'y opposer: « S'agissant des craintes des parties requérantes, liées à l'excision de leurs filles, le Conseil souligne que l'excision, quel qu'en soit le type, constitue une atteinte grave et irréversible à l'intégrité physique des femmes qui la subissent.

De tels actes relèvent des « violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles » ou encore des « actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants », au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a) et f), de la loi du 15 décembre 1980, et ils visent les femmes en tant que membres d'un groupe social au sens de l'article 48/3, § 4, d), de la même loi.

Le Conseil retient de l'ensemble des informations produites par les parties que le taux de prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) en Guinée se situe à un niveau extrêmement élevé. Il est notamment fait mention d'un taux de 96 %, dans le COI Focus du 6 mai 2014 sur les MGF en Guinée (dossiers administratifs, Farde Information des pays). Cela implique, à tout le moins pour les jeunes filles mineures qui ne les ont pas encore subies, un risque objectif significatif, voire une quasi-certitude, d'y être soumises.

Le Conseil estime par ailleurs que les opinions favorables à l'abandon des MGF exprimées lors d'enquêtes publiques, doivent être tempérées, en ce que rien n'indique que ces opinions émanent des

personnes ayant le pouvoir de décision en la matière, et en ce que leur fiabilité doit être relativisée par l'éventuelle réticence à prôner le maintien de pratiques légalement interdites dans le pays.

Le Conseil estime dès lors que, en tant que tel, le courant d'opinions en faveur de l'abandon des MGF, invoqué par la partie défenderesse, ne peut, à lui seul, suffire à affecter significativement la vérité des derniers chiffres observés.

Le Conseil estime néanmoins que même si elle concerne statistiquement un groupe extrêmement limité de la population féminine, et relève dès lors d'une configuration exceptionnelle de circonstances, la combinaison de plusieurs facteurs (âge, niveau éducatif, confession religieuse, appartenance ethnique, origine géographique, statut socio-économique, environnement familial, ou encore état du droit national) peut, dans des situations très spécifiques, contribuer à diminuer significativement le risque de MGF et autoriser à conclure que la personne concernée ne sera pas exposée à un tel risque d'excision et/ou sera raisonnablement en mesure d'en être protégée ou de s'y opposer.

Au vu de l'ensemble des éléments des présentes causes, le Conseil estime qu'en l'espèce, de telles circonstances exceptionnelles permettent de conclure que les filles des parties requérantes ne sont pas exposées à un risque d'excision et que le cas échéant, les parties requérantes sont raisonnablement en mesure de s'y opposer.

Ainsi, au vu des dossiers administratifs, le Conseil constate que les parties requérantes étaient toutes deux établies à Conakry, et appartiennent dès lors à un milieu urbain où est constatée une tendance significativement plus forte (69.1 %) que dans le reste du pays à ne pas pratiquer l'excision, ce principalement en raison de l'opposition des parents (37.5 %) et de l'absence d'intervention des grands-parents en la matière (COI Focus du 6 mai 2014, p. 15).

Elles jouissent par ailleurs toutes deux d'un niveau certain d'instruction et d'un degré certain d'autonomie socioéconomique, ce qui les met en mesure - socialement, intellectuellement et matériellement - de pouvoir imposer et défendre leurs choix parentaux. Le requérant est en l'occurrence titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et travaillait pour une importante firme multinationale en Guinée (questionnaire du requérant du 24 décembre 2010, p. 2 ; audition du requérant du 12 septembre 2011, p. 6), tandis que selon toute vraisemblance, la requérante n'a pas arrêté l'école à l'âge de treize ans pour faire la coiffure puis vendre des vêtements au marché jusqu'à son départ du pays, comme elle le soutenait (audition de la requérante du 18 septembre 2012, p. 3), mais a au contraire fait des études supérieures et était secrétaire de direction (extrait d'acte de mariage du 22 novembre 2008, rubriques Degré d'instruction et Profession), et travaillait depuis plusieurs années comme secrétaire dans une société commerciale (voir les fiches de salaire et attestations professionnelles figurant au dossier de demande de visa).

En outre, lors de leurs auditions respectives des 18 septembre 2012 et 19 février 2014 (requérante), et des 18 septembre 2012 et 18 avril 2013 (requérant), elles manifestent toutes les deux leur opposition à la pratique de l'excision ». (cf. farde « Informations sur le pays », arrêt CCE).

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le Commissariat général estime que tu ne risques pas de subir une MGF en cas de retour en Guinée.

Quant à leur crainte de rencontrer des problèmes car tu es née "hors mariage" alors que tous deux sont mariés de leur côté selon les documents déposés (NEP 06/12/23 et 20/02/24), constatons tout d'abord que ni ton père ni ta mère n'ont invoqué cette crainte lors de vos demandes conjointes alors que tu étais déjà née, alors qu'ils ont eu largement la possibilité de s'exprimer sur les craintes qu'ils avaient à ton propos car la procédure de ta mère était toujours pendante à l'époque de ta naissance et que ton père avait déjà signalé avoir parlé de ta naissance avec son oncle sans que celui-ci mentionne le moindre problème en dehors de celui lié à l'excision. Ce constat déforce d'emblée la crédibilité de la crainte invoquée.

Par ailleurs, le Commissariat général rappelle que ce choix de t'avoir leur appartenait, qu'ils ont délibérément choisi de fonder une famille ensemble alors qu'ils étaient (à en croire les actes de mariage déposés) mariés à d'autres personnes, et qu'à nouveau, il est raisonnable de penser que leur profil très éduqué leur permettra de disposer d'une autonomie certaine en Guinée et de régler leurs différends maritaux éventuels. Le simple fait d'être « mal vu » parce qu'on a eu des enfants sans être mariés ne représente pas, en raison du manque manifeste de gravité, une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ni un risque d'atteintes graves tel que prévu par la protection subsidiaire. Ce

constat ne contredit pas les informations objectives du Commissariat général qui précisent : « Le Cedoca n'a trouvé aucune autre donnée chiffrée au sujet des mères célibataires et des enfants nés hors mariage. La plupart des sources consultées, notamment dans la presse guinéenne, s'accordent à dire que **le phénomène est assez répandu en Guinée**, aussi bien en ville qu'à la campagne. De manière générale, tant les mères que les enfants sont **mal perçus** par la société. Leur situation **varie** selon que la famille est urbaine ou rurale, selon leur statut social, selon **leur degré d'instruction, selon les valeurs du groupe ethnique auquel ils appartiennent**, ou encore selon la religion. **L'aspect financier** joue également un rôle important dans l'acceptation ou non d'une telle situation. Certaines sources évoquent aussi le cas de mères célibataires poursuivies en justice pour avoir abandonné ou tué leur enfant, de peur de subir la pression sociale. Sur le plan juridique, **il n'existe aucune disposition pénale incriminant le fait d'avoir un enfant en dehors du cadre du mariage**. Le code civil, quant à lui, comporte une série de dispositions sur l'enfant naturel, qu'il définit comme étant « conçu et né hors mariage ». Le code de l'enfant reprend l'ensemble des mesures législatives relatives aux droits de l'enfant, notamment au sujet de la filiation naturelle, de ses modes d'établissement et de ses effets, de la reconnaissance des enfants naturels et des actions de recherche de paternité. Plusieurs sources parlent de « **discrimination** » **entre les enfants selon la situation de leurs parents**, mariés ou non, notamment en matière de succession (farde « Informations pays » COI Focus Guinée « Les mères célibataires et les enfants nés hors mariage », 16 mai 2017).

Ces informations achèvent de convaincre le Commissariat général que la crainte invoquée dans ton chef n'est pas établie. Il n'existe en effet aucune raison de penser, au vu du statut de tes parents (social, éducation, profession, ethnique, argent), que tu risques une persécution du simple fait que tu es née en dehors des liens du mariage.

D'autre part, ta mère dépose une attestation de suivi psychologique datée du 07 novembre 2023 (cf. farde « Documents » n°1) pour elle en déclarant qu'elle est actuellement en souffrance. Si le Commissariat général ne conteste pas les difficultés psychologiques présentées, il constate qu'elle déclare que sa situation personnelle actuelle en Belgique est difficile laquelle est par ailleurs reprise dans l'attestation psychologique : elle s'occupe de deux enfants seule au quotidien, elle vit difficilement sur séjour prolongé dans un centre, inquiète des suites de la procédure, elle a récemment appris que ton père était toujours marié en Guinée, elle s'est séparée de lui, etc.

Ce document ne permet toutefois pas, à lui seul, une autre appréciation de ta demande. Le Commissariat général estime que si les souffrances psychologiques que ta maman éprouve sont indéniables au vu de ce rapport psychologique, il ne peut ignorer, d'une part, que l'exil et la procédure d'asile sont eux-mêmes des facteurs de stress importants qui peuvent, le cas échéant, expliquer la fragilité psychologique et que, d'autre part, les praticiens amenés à constater les symptômes anxiodépressifs ou les syndromes de stress post-traumatique ne sont nullement garants de la véracité des faits que les demandeurs relatent et auxquels ils attribuent leurs souffrances psychiques, d'autant plus que le type de soins que ces praticiens prodiguent nécessite la mise en place d'une relation de confiance qui s'accommode difficilement d'une mise en cause de la bonne foi de leur patient. Ce type de document ne saurait en conséquence être considéré comme déterminant, dans le cadre de la question de l'établissement des faits de la demande, et ne constitue qu'un élément d'appréciation parmi d'autres, en sorte telle qu'il ne peut, à lui seul, restaurer la crédibilité défaillante de ton récit. En tout état de cause, il apparaît que dans cette attestation, après avoir décrit les symptômes dont elle souffre, le psychologue ne se prononce pas lui-même clairement sur le lien de corrélation entre cette souffrance et la crainte invoquée en cas de retour en Guinée.

Ce seul document ne permet pas de remettre en cause l'analyse qui est réalisée supra ni dès lors de penser que ta maman ne sera pas en mesure de s'occuper de toi et de te protéger en Guinée.

Quant aux autres documents que tes parents fournissent, les certificats de non-excision te concernant (farde « Documents » n°7) attestent que tu n'es pas excisée, ce qui n'est pas contesté par la présente décision. S'agissant des cartes du GAMS à ton nom et au nom de ta mère (farde « Documents » n°9), ils établissent que ta mère a été en contact avec cette association qui lutte contre les MGF, une preuve de plus de son engagement à te protéger, mais ne permettent pas de renverser le sens de la présente décision.

Par ailleurs, ta mère fournit un certificat MGF la concernant afin de démontrer qu'elle a subi une excision de type 4 (cf. farde « Documents » n°11), attestation par ailleurs en contradiction avec celle déposée lors de l'introduction de sa demande de protection internationale indiquant qu'elle n'était pas excisée ; et en contradiction avec l'attestation déposée à l'appui du recours contre la décision de refus prise par le

Commissariat général, indiquant, elle, qu'elle est excisée de type 2. Quoi qu'il en soit, rappelons qu'au vu de ces documents médicaux déjà contradictoires rendus dans le cadre de sa propre procédure d'asile, le Conseil du contentieux des étrangers s'était prononcé à ce propos et avait pris en compte la possibilité que ta mère soit excisée dans son analyse, mais avait estimé que cet élément ne permettait pas de démontrer que tes parents ne pourraient pas s'opposer à ton excision.

S'agissant de l'attestation médicale du 20/04/2023 (cf. farde « Documents » n°2), elle mentionne que tu as besoin d'un suivi régulier en raison de « constipation sévère » et que ton frère est suivi par un ORL en raison d'une possible intervention chirurgicale. Ce suivi médical ne présente aucun lien avec ta demande de protection internationale.

Les autres documents cités dans l'arrêt du CCE n°292 479 du 31 juillet 2023 (cf. farde « Documents » n°8), de par leur portée générale non individualisée, ne permettent pas une autre décision.

La note complémentaire (cf. farde « Documents » n°3) rédigée par ton avocate concerne quant à elle ta procédure. Les éléments qui y sont cités sont pris en compte par la présente décision.

Ton acte de naissance est une preuve de ton lien de filiation avec tes parents (cf. farde « Documents » n°10).

Pour terminer, tes parents ont transmis leurs remarques concernant les notes de l'entretien du 03/02/2023 lesquelles apportent des modifications mineures. Si celles-ci ont été prises en compte, elles ne permettent pas de modifier l'analyse développée ci-dessus. Par ailleurs, le Commissariat général rappelle que la possibilité offerte de réaction aux notes de l'entretien n'a pas pour objectif de modifier les propos tenus et actés lors de celui-ci.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique.»

2.2 Le deuxième recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise le 11 octobre 2024 par la Commissaire générale à l'égard de Monsieur B. D., ci-après dénommé « le requérant », qui est le frère de la requérante. Cette décision est motivée comme suit.

« A. Faits invoqués

Selon les déclarations de tes parents, tu es de nationalité guinéenne et tu es né à Arlon le 02 mars 2021.

Ton père a quitté la Guinée le 15 décembre 2012. Le 17 décembre 2012, il a introduit une première demande de protection internationale. Le 7 juillet 2014, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre de cette demande. Il a introduit un recours contre cette décision auprès du Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) le 8 août 2014. Dans son arrêt n° 137 349 du 27 janvier 2015, le RVV a confirmé la décision du Commissariat général sur tous les points.

Le 4 mars 2015, ton père a introduit une deuxième demande de protection internationale. En date du 20 mars 2015, le Commissariat général a pris une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du RVV le 7 avril 2015. Dans son arrêt n° 148 004 du 18 juin 2015, le RVV a confirmé la décision attaquée.

Le 10 décembre 2015, ton père a introduit une troisième demande de protection internationale. En date du 13 janvier 2016, le Commissariat général a pris une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des

étrangers (CCE) le 1er février 2016. Dans son arrêt n° 163 099 du 26 février 2016, le Conseil a confirmé la décision attaquée.

Le 9 mai 2016, il a introduit une quatrième demande de protection internationale. En date du 31 mai 2016, le Commissariat général prend une décision de refus de prise en considération de sa demande de protection internationale. Il a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers le 16 juin 2016. Dans son arrêt n°172 139 du 19 juillet 2016, le Conseil a confirmé en tout point la décision attaquée.

Le 07 novembre 2019, il a introduit une cinquième demande de protection internationale. Cette demande a fait l'objet d'une décision de recevabilité le 18 février 2021 puis d'une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de la protection subsidiaire le 30 avril 2021. Le 12 mai 2021, ton père a introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers qui, dans son arrêt n° 264 720 du 30 novembre 2021, confirme la décision du Commissariat général. Cette décision n'est plus susceptible de recours. La décision, dans le cadre de cette demande, est dès lors finale au sens de l'article 1er, §1er, 19° de la loi du 15 décembre 1980.

Ta mère a quitté la Guinée le 15 janvier 2019. Elle a introduit une demande de protection le 1er février 2019.

Le 30 avril 2021, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire à l'encontre de sa demande. Le 02 juin 2021, ta mère introduit un recours contre cette décision auprès du Conseil du contentieux des étrangers qui a pris un arrêt le 30 novembre 2021 confirmant la décision. Elle a ensuite introduit un recours auprès du Conseil d'Etat qui a rejeté sa requête le 25 février 2022, et cette décision n'est plus susceptible de recours. La décision, dans le cadre de cette demande, est dès lors finale au sens de l'article 1er, §1er, 19° de la loi du 15 décembre 1980.

Le 15 décembre 2021, tes parents ont introduit une demande de protection internationale en ton nom propre.

A l'appui de celle-ci, tes parents invoquent le fait que tu sois né en dehors des lien du mariage, ceux-ci étant déjà mariés chacun de leur côté.

A l'appui de ta demande, ils déposent plusieurs documents.

En date du 7 mars 2023, le Commissariat général a pris une décision d'irrecevabilité à l'encontre de ta demande de protection internationale, qui a considéré que les nouveaux faits invoqués ne justifiaient pas une demande distincte.

Toutefois, par son arrêt n° 292 479 du 31 juillet 2023, le CCE a annulé la décision d'irrecevabilité relative à ta demande au motif que des mesures d'instruction complémentaires devaient être réalisées :

« Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient à toutes les parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits : production par la partie défenderesse des informations sur lesquelles elle fonde son appréciation ; nouvel examen du bien-fondé de la crainte invoquée par les requérants au regard des nouveaux éléments joints à la requête ; le cas échéant, production d'informations objectives relatives à la situation des enfants nés hors mariage en Guinée ».

Suite à cet arrêt, le Commissariat général a réexaminé ta demande au regard des motifs d'annulation et a procédé à une nouvelle analyse du bien-fondé de ta crainte.

Tes parents ont par ailleurs été réentendus en date du 06 décembre 2023 et en date du 20 février 2024.

En date du 17 juillet 2024, le Commissariat général a pris une décision de recevabilité dans le cadre de ta demande de protection internationale.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des données de ton dossier administratif, relevons tout d'abord que le Commissariat général considère que, en tant que mineur accompagné, des besoins procéduraux spéciaux peuvent être reconnus dans ton chef.

Afin de rencontrer ces besoins de manière adéquate, des mesures de soutien ont été prises dans le cadre du traitement de ta demande.

Tes parents ont été entendus à ta place, en raison de ton jeune âge ; l'entretien personnel a été mené par un officier de protection spécialisé et qui a suivi une formation spécifique au sein du Commissariat général quant à l'entretien avec des mineurs de manière professionnelle et adéquate ; ton avocat a eu la possibilité de formuler des observations et de déposer des pièces ; il a été tenu compte de ton jeune âge dans l'évaluation de ta demande, de même que de la situation générale dans ton pays d'origine.

Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que tes droits sont respectés dans le cadre de ta procédure d'asile et que tu peux remplir les obligations qui t'incombent.

En cas de retour en Guinée, tes parents invoquent le fait que tu es un enfant né hors mariage et que tu risques d'être persécuté pour ce motif.

Il ressort des déclarations de tes parents (NEP du 06/12/23 et NEP du 20/02/24), faites au Commissariat général, que si ta demande de protection internationale ne repose pas – directement - sur les mêmes motifs que ceux invoqués par ton père et ta mère à l'appui de leur demande de protection respective car tu n'étais pas encore né à l'époque, il s'avère toutefois que la crainte liée à ton statut d'enfant né hors mariage est identique à celle de ta sœur ; crainte que le Commissariat général estime infondée également (cf. décision 21/24993A).

A ce sujet, constatons tout d'abord que ni ton père ni ta mère n'ont jamais invoqué cette crainte lors de leur demande de protection alors que ta sœur, elle aussi née hors mariage, était déjà née, qu'ils ont eu largement la possibilité de s'exprimer sur les craintes qu'ils avaient à ce propos s'ils le désiraient puisque, au moment où ta sœur est née, la procédure d'asile de ta mère était encore pendante, et que ton père avait déjà signalé avoir parlé de la naissance de ta sœur avec son oncle sans que celui-ci mentionne le moindre problème en dehors de celui lié à l'excision de ta sœur. Rappelons également que le caractère forcé du mariage de ta mère n'a pas été considéré crédible par le Commissariat général, ce qui a été confirmé par le Conseil du contentieux des étrangers.

Dans son arrêt n°292 479 du 31 juillet 2023, le CCE observe que la précédente décision prise dans le cadre de ta demande repose de manière substantielle sur le constat que le Commissariat général s'estime dans l'impossibilité de connaître la situation conjugale de tes parents. Or, le CCE constate dans le même temps que le dossier administratif ne contient pratiquement aucune information au sujet de la situation conjugale de tes parents de telle manière qu'il se trouve dans l'impossibilité de vérifier l'exactitude de ces motifs. Par ailleurs, tes parents ont fait valoir en termes de requête qu'ils étaient séparés et ont joint à leur recours des copies de certificats de mariage (cf. farde Documents n°5 et 6 après annulation CCE n°292 479 du 31/07/2023), une situation qui pourrait éventuellement avoir un impact sur leur capacité à te protéger contre ton statut d'enfant né hors mariage.

Le fait que tes parents déposent chacun un acte de mariage attestant qu'ils sont mariés en Guinée ne suffit pas à convaincre le Commissariat général de la réalité de cette crainte dans la mesure où ce type de document est peu probant au vu de l'importance de la corruption en Guinée (cf. farde « Informations sur le pays », COI FOCUS Guinée « Corruption et fraude documentaire »). Quant aux déclarations de tes parents à ce propos, elles ne permettent pas non plus de penser que leur situation maritale en Guinée influe sur la crainte de subir des persécutions en raison du fait que tu es né en dehors des liens du mariage. En effet, rappelons que tes parents ont quitté la Guinée il y a de nombreuses années et qu'ils ont fait délibérément fait le choix d'être en couple en Belgique et d'avoir deux enfants ensemble, ta sœur et toi. Votre naissance a été désirée et celle-ci a bel et bien été assumée par vos deux parents. Les raisons pour lesquelles ils se sont séparés par la suite leur appartiennent. Il n'est pas du ressort du Commissariat général de suivre l'évolution de leur couple ou encore d'adapter son analyse en fonction de leur situation amoureuse laquelle relève de leur seule responsabilité.

Par ailleurs, le Commissariat général rappelle que ce choix de t'avoir leur appartenait, qu'ils ont délibérément choisi de fonder une famille ensemble alors qu'ils étaient (à en croire les actes de mariage

déposés) mariés à d'autres personnes, et qu'à nouveau, il est raisonnable de penser que leur profil très éduqué leur permettra de disposer d'une autonomie certaine en Guinée et de régler leurs différends maritaux éventuels. Le simple fait d'être « mal vu » parce qu'on a eu des enfants sans être mariés ne représente pas, en raison du manque manifeste de gravité, une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ni un risque d'atteintes graves tel que prévu par la protection subsidiaire. Ce constat ne contredit pas les informations objectives du Commissariat général qui précisent :

« Le Cedoca n'a trouvé aucune autre donnée chiffrée au sujet des mères célibataires et des enfants nés hors mariage. La plupart des sources consultées, notamment dans la presse guinéenne, s'accordent à dire que **le phénomène est assez répandu en Guinée**, aussi bien en ville qu'à la campagne. De manière générale, tant les mères que les enfants sont **mal perçus** par la société. Leur situation **varie** selon que la famille est urbaine ou rurale, selon leur statut social, selon **leur degré d'instruction, selon les valeurs du groupe ethnique auquel ils appartiennent**, ou encore selon la religion. **L'aspect financier** joue également un rôle important dans l'acceptation ou non d'une telle situation. Certaines sources évoquent aussi le cas de mères célibataires poursuivies en justice pour avoir abandonné ou tué leur enfant, de peur de subir la pression sociale. Sur le plan juridique, **il n'existe aucune disposition pénale incriminant le fait d'avoir un enfant en dehors du cadre du mariage**. Le code civil, quant à lui, comporte une série de dispositions sur l'enfant naturel, qu'il définit comme étant « conçu et né hors mariage ». Le code de l'enfant reprend l'ensemble des mesures législatives relatives aux droits de l'enfant, notamment au sujet de la filiation naturelle, de ses modes d'établissement et de ses effets, de la reconnaissance des enfants naturels et des actions de recherche de paternité. Plusieurs sources parlent de « **discrimination** » **entre les enfants selon la situation de leurs parents**, mariés ou non, notamment en matière de succession (farde « Informations pays » COI Focus Guinée « Les mères célibataires et les enfants nés hors mariage », 16 mai 2017).

Ces informations achèvent de convaincre le Commissariat général que la crainte invoquée dans ton chef n'est pas établie. Il n'existe en effet aucune raison de penser, au vu du statut de tes parents (social, éducation, profession, ethnie, argent), que tu risques une persécution du simple fait d'être né en dehors des liens du mariage.

D'autre part, ta mère dépose une attestation de suivi psychologique datée du 07 novembre 2023 pour elle en déclarant qu'elle est actuellement en souffrance (cf. farde « Documents » n°1). Si le Commissariat général ne conteste pas les difficultés psychologiques présentées, il constate qu'elle déclare que sa situation personnelle actuelle en Belgique est difficile laquelle est par ailleurs reprise dans l'attestation psychologique : elle s'occupe de deux enfants seule au quotidien, elle vit difficilement sur séjour prolongé dans un centre, inquiète des suites de la procédure, elle a récemment appris que ton père était toujours marié en Guinée, elle s'est séparée de lui, etc.

Ce document ne permet toutefois pas, à lui seul, une autre appréciation de ta demande. Le Commissariat général estime que si les souffrances psychologiques que ta maman éprouve sont indéniables au vu de ce rapport psychologique, il ne peut ignorer, d'une part, que l'exil et la procédure d'asile sont eux-mêmes des facteurs de stress importants qui peuvent, le cas échéant, expliquer la fragilité psychologique et que, d'autre part, les praticiens amenés à constater les symptômes anxiodépressifs ou les syndromes de stress post-traumatique ne sont nullement garants de la véracité des faits que les demandeurs relatent et auxquels ils attribuent leurs souffrances psychiques, d'autant plus que le type de soins que ces praticiens prodiguent nécessite la mise en place d'une relation de confiance qui s'accommode difficilement d'une mise en cause de la bonne foi de leur patient. Ce type de document ne saurait en conséquence être considéré comme déterminant, dans le cadre de la question de l'établissement des faits de la demande, et ne constitue qu'un élément d'appréciation parmi d'autres, en sorte telle qu'il ne peut, à lui seul, restaurer la crédibilité défaillante de ton récit. En tout état de cause, il apparaît que dans cette attestation, après avoir décrit les symptômes dont elle souffre, le psychologue ne se prononce pas lui-même clairement sur le lien de corrélation entre cette souffrance et la crainte invoquée en cas de retour en Guinée.

Ce seul document ne permet pas de remettre en cause l'analyse qui est réalisée supra ni dès lors de penser que ta maman ne sera pas en mesure de s'occuper de toi et de te protéger en Guinée.

S'agissant de l'attestation médicale du 20/04/2023 (cf. farde « Documents » n°2), elle mentionne que ta soeur a besoin d'un suivi régulier en raison de « constipation sévère » et que tu es suivi par un ORL en raison d'une possible intervention chirurgicale. Ce suivi médical ne présente aucun lien avec ta demande de protection internationale.

Les autres documents cités dans l'arrêt du CCE n°292 479 du 31 juillet 2023 (cf. farde « Documents » n°8), de par leur portée générale non individualisée, ne permettent pas une autre décision.

La note complémentaire de ton avocate concerne quant à elle ta procédure, les éléments qui y sont cités sont pris en compte dans la présente analyse (cf. farde « Documents » n°4).

Ton acte de naissance est une preuve de ton lien de filiation avec tes parents (cf. farde « Documents » n°10).

Pour terminer, tes parents ont transmis leurs remarques concernant les notes de l'entretien du 03/02/2023 lesquelles apportent des modifications mineures. Si celles-ci ont été prises en compte, elles ne permettent pas de modifier l'analyse développée ci-dessus. Par ailleurs, le Commissariat général rappelle que la possibilité offerte de réaction aux notes de l'entretien n'a pas pour objectif de modifier les propos tenus et actés lors de celui-ci.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique.»

3. Antécédents de la procédure

3.1 Les requérants sont nés en Belgique les 16 septembre 2019 et 2 mars 2021. Leur père, qui les représente dans le cadre de la présente procédure, est arrivé en Belgique en décembre 2012 et y a introduit successivement 5 demandes de protection internationale qui ont toutes été rejetées. Leur mère, qui les représente également dans le cadre de la présente procédure, est arrivée en Belgique en janvier 2019 et y a introduit une demande de protection internationale le premier février 2019. Par un arrêt du 30 novembre 2021, le Conseil rejette le recours introduit contre la décision rejetant la 5ème demande d'asile du père des requérants et la décision rejetant la première demande d'asile de leur mère.

3.2 Les requérants ont introduit simultanément une demande de protection internationale le 15 décembre 2021. Le 14 novembre 2024, la partie défenderesse a pris à leur égard des décisions de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire qui ont été annulées par un arrêt du Conseil n° 297 010 du 14 novembre 2023 essentiellement fondé sur les motifs suivants : "[...]"

6.1 Le Conseil rappelle que, tel qu'il a été modifié par la loi du 17 décembre 2017, l'article 39/2, §1 de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« § 1er .

Le Conseil statue, par voie d'arrêts, sur les recours introduits à l'encontre des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Le Conseil peut:

1° confirmer ou réformer la décision attaquée du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides;

2° annuler la décision attaquée du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides soit pour la raison que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation visée au 1° sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

3° sans préjudice du 1° ou du 2°, annuler la décision attaquée du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides d'irrecevabilité de la demande de protection internationale visée par l'article 57/6 § 3, pour le motif qu'il existe des indications sérieuses que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou à l'octroi de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

(Alinéa 3 abrogé.)

[...] »

6.2 En l'espèce, le recours est dirigé contre deux décisions intitulées « Demande irrecevable (mineur) », prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général ») en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 6° de la loi du 15 décembre 1980.

6.3 Dans ces deux décisions, se référant expressément à cette disposition, le Commissaire général a déclaré les demandes de protection internationale des requérants irrecevables au motif qu'après qu'une demande de protection internationale, qui a été introduite en leur nom conformément à l'article 57/1, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, a fait l'objet d'une décision finale, les requérants n'invoquent pas de faits propres qui justifient une demande distincte.

6.4 Le Conseil observe que les décisions attaquées reposent de manière substantielle sur le constat que la partie défenderesse s'estime dans l'impossibilité de connaître la situation conjugale des parents des requérants. Or, le Conseil constate que le dossier administratif ne contient pratiquement aucune information à ce sujet de telle manière qu'il se trouve dans l'impossibilité de vérifier la pertinence et l'exactitude de ces motifs. Les requérants font par ailleurs valoir en termes de requête que leurs parents se sont séparés et joignent à leur recours des copies de certificats de mariage. Le Conseil estime ne pas être en mesure de réaliser un examen adéquat de ces nouveaux éléments en raison de la pauvreté des informations contenues dans le dossier administratif.

6.5 Il découle de ce qui précède qu'il manque au Conseil des éléments essentiels à défaut desquels il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation des décisions attaquées sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Le Conseil n'a toutefois pas de compétence pour y procéder lui-même.

6.6 Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient à toutes les parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits :

- Production par la partie défenderesse des informations sur lesquelles elle fonde son appréciation ;
- Nouvel examen du bien-fondé de la crainte invoquée par les requérants au regard des nouveaux éléments joints à la requête ;
- Le cas échéant, production d'informations objectives relatives à la situation des enfants nés hors mariage en Guinée.

6.7 En conséquence, conformément à l'article 39/2, § 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler les décisions attaquées. »

3.3 Le 22 décembre 2023, sans entendre les requérants mais après avoir ajouté des éléments au dossier administratif, la partie défenderesse a pris à leur égard de nouvelles décisions de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire. Il s'agit des actes attaqués.

3.4 Dans leur recours, les requérants déclarent que leurs parents ont eu ensemble un troisième enfant, une petite fille née le 27 août 2024.

4. La requête de la requérante

4.1 La requérante ne conteste pas le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise. Elle précise que ses parents sont actuellement séparés même si, le 27 août 2024, sa mère a donné naissance à un troisième enfant, une petite fille dont le père est également son père.

4.2 Dans un premier moyen relatif à la reconnaissance de la qualité de réfugié, elle invoque la violation des dispositions et principes présentés comme suit : « [...]

- Des articles 48/3, 48/5, 48/6 et 48/9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- De l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26 juin 1953
- De l'article 1 (2) du Protocole du 31 janvier 1967 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 27 février 1967 ;
- Des articles 2, 3 et 19 de la Convention internationale des droits de l'enfant signée par la Belgique le 26 janvier 1990 et ratifiée le 16 décembre 1991 ;

- De la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et tout particulièrement de son article 60 ;
- Des articles 4, 9 et 10 de la Directive 2004/83/CE du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts
- De l'article 10, 1, d) de la Directive 2011/95/EU concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection ;
- De l'article 10 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale ;
- De l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
- Des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
- Des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de minutie, de raisonnable, de fair-play, de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle."

4.3 Dans une première branche, elle développe différentes critiques à l'encontre des 3 motifs de l'acte attaqué concernant la crainte qu'elle lie à un risque d'excision, à savoir « *le fait que cette crainte ait déjà été invoquée dans le cadre des précédentes demandes de protection internationale des parents d'[A.] (5.1.1.), le fait que la situation conjugale de ces derniers ne soit pas claire et qu'elle soit – en tout état de cause – leur propre responsabilité 5.1.2) et le fait que ses parents présentent un profil particulier et s'opposent aux MGF (5.1.3)* » (requête p.5.) Elle rappelle tout d'abord que la décision attaquée suit une décision de recevabilité de sa demande et que la partie défenderesse ne pouvait dès lors pas valablement tirer argument de la circonstance que cette crainte n'avait pas été invoquée dans le cadre des demandes introduites précédemment par ses parents. Elle critique ensuite longuement les motifs de l'acte attaqué fondés sur la situation conjugale et le profil de ses parents, lui reprochant en particulier de ne pas avoir pris en considération la vulnérabilité de sa mère liée à ses souffrances psychiques ainsi que son isolement. Elle souligne encore que ses parents ne peuvent pas être considérés comme des agents de protection. Elle invoque enfin la situation prévalant en Guinée et cite à l'appui de son argumentation de nombreuses sources dénonçant notamment le taux très élevé d'excision qui y est pratiqué, en particulier au sein des familles musulmanes (99,2 % pour les femmes de 15 à 49 ans, requête p.18).

4.4 Dans une deuxième branche, elle développe différentes critiques à l'encontre des motifs de l'acte attaqué concernant la crainte qu'elle lie à son statut d'enfant né hors mariage, à savoir « *l'invocation tardive de ce motif (5.2.1), le choix délibéré posé par les parents d'[A.] (5.2.2), les profils de ceux-ci (5.2.3) et le fait que les risques encourus en pratique ne seraient pas suffisamment graves (5.2.4)* » (requête p. 20). Elle conteste tout d'abord la pertinence du motif de l'acte attaqué soulignant que cette crainte n'avait pas été exprimée dans le cadre des demandes de ses parents. Elle met également en cause la pertinence du motif concernant la responsabilité de ses parents. Elle reproche à la partie défenderesse de contester la réalité du statut matrimonial allégué par les parents de la requérante sans avoir mené de mesures d'instruction suffisantes à cet égard et de ne pas avoir suffisamment pris en considération les actes de mariage produits. Afin d'expliquer pourquoi ses parents n'ont pas fait valoir cette crainte lors de leur précédente demande de protection internationale, elle rappelle que sa mère n'était pas au courant de la situation matrimoniale de son père au moment de ladite demande et que son père n'avait pour sa part pas encore informé sa famille de la situation matrimoniale de la femme qu'il comptait épouser. Elle expose encore les raisons pour lesquelles elle considère que la partie défenderesse n'a pas respecté le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et n'a pas tenu compte de sa vulnérabilité liée à son genre. Enfin, elle fait valoir que sa vulnérabilité est encore accrue en raison de la séparation de ses parents et cite différentes sources concernant la situation des enfants nés hors mariage.

4.5 Dans un deuxième moyen relatif à l'octroi du statut de protection subsidiaire, elle invoque la violation des dispositions et principes présentés comme suit : « [...] »

- Des articles 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, lus notamment à la lumière de l'article 60 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ;

- De l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- De l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
- Des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs • De l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;
- Des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs."

4.6 Elle s'en réfère à l'argumentation développée dans le premier moyen « *qu'elle considère comme intégralement reproduite concernant le risque de subir des traitement inhumains et dégradants en cas de retour en Guinée* » (requête, p. 26).

4.7 En conclusion, la requérante prie le Conseil, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié, à titre subsidiaire, de lui octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire, et à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision entreprise.

5. La requête du requérant

5.1 Le requérant ne conteste pas le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise. Il précise que ses parents sont actuellement séparés même si, le 27 août 2024, sa mère a donné naissance à un troisième enfant, une petite fille dont le père est également son père.

5.2 Dans un premier moyen relatif à la reconnaissance de la qualité de réfugié, il invoque la violation des dispositions et principes présentés comme suit : « [...] »

- “• Des articles 48/3, 48/5, 48/6 et 48/9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- De l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relatif au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26 juin 1953
 - De l'article 1 (2) du Protocole du 31 janvier 1967 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 27 février 1967 ;
 - Des articles 2, 3 et 19 de la Convention internationale des droits de l'enfant signée par la Belgique le 26 janvier 1990 et ratifiée le 16 décembre 1991 ;
 - De l'article 10 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale ;
 - De l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
 - Des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
 - Des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de minutie, de raisonnable, de fair-play, de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle”.

5.3 Il développe à l'encontre des motifs de l'acte attaqué concernant la crainte qu'il lie à son statut d'enfant né hors mariage des arguments similaires à ceux développés dans le recours introduit par la requérante, sa sœur, tels qu'ils sont résumés ci-dessus, à l'exception des arguments liés au genre de cette dernière.

5.4 Dans un deuxième moyen relatif à l'octroi du statut de protection subsidiaire, il invoque la violation des dispositions et principes présentés comme suit : « [...] »

- “• Des articles 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;
- De l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
 - Des articles 4 et 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
 - Des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs
 - De l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;
 - Des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs”.

5.5 Il s'en réfère à l'argumentation développée dans le premier moyen « *qu'[il] considère comme intégralement reproduite concernant le risque de subir des traitements inhumains et dégradants en cas de retour en Guinée* » (requête, p. 17).

5.6 En conclusion, le requérant prie le Conseil, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié, à titre subsidiaire, de lui octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire, et à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision entreprise.

6. L'examen des éléments nouveaux

6.1 La requérante clôture sa requête par un inventaire des documents qu'elle y joint qui se lit comme suit :

- « 1. *Décision attaquée et notification*
- 2. *Décision du Bureau d'aide juridique*
- 3. *Acte de naissance de [F. D.]*
- 4. *Certificat de mariage religieux de Monsieur [M. D.], daté du 13 décembre 2013*
- 5. *Copie des notes d'audition au CGRA de Monsieur [M. D.], datées du 21 mars 2013*
- 6. *Certificat de mariage religieux de Madame [M. A. C.], daté du 2 novembre 2018*
- 7. ARTE, « *Guinée : les retournés* », publié le 15 juin 2022 et disponible sur : *Guinée : les retournés | ARTE Reportage - YouTube* et *Le Monde*, « « *Guinée, les retournés* » sur Arte : *portrait de ceux qui, après leur rêve d'Europe, rentrent chez eux* », publié le 11 juin 2022 et disponible sur : « *Guinée, les retournés* », sur Arte : *portrait de ceux qui, après leur rêve d'Europe, rentrent chez eux (lemonde.fr)*
- 8. NANSEN, « *Mutilations génitales féminines* », publié le 15 juin 2022 et disponible sur : 210826 NANSEN Note 2021-1 VGV_FR_dernière relecture Alice (nansen-refugee.be)
- 9. Comité des droits de l'enfant, « *Observations finales concernant le rapport de la Guinée valant troisième à sixième rapports périodiques* », CRC/C/GIN/CO/3-6, publié le 28 février 2019 et disponible sur : CRC/C/GIN/CO/3-6 (un.org)
- 10. *Arrêt de la Cour nationale du droit d'asile, daté du 29 mars 2024* »

6.2 Le requérant joint à son recours les documents inventoriés comme suit :

- « 1. *Décision attaquée et notification*
- 2. *Décision du Bureau d'aide juridique*
- 3. *Acte de naissance de [F. D.]*
- 4. *Certificat de mariage religieux de Monsieur [M. D.], daté du 13 décembre 2013*
- 5. *Copie des notes d'audition au CGRA de Monsieur [M. D.], datées du 21 mars 2013*
- 6. *Certificat de mariage religieux de Madame [M. A. C.], daté du 2 novembre 2018*
- 7. ARTE, « *Guinée : les retournés* », publié le 15 juin 2022 et disponible sur : *Guinée : les retournés | ARTE Reportage - YouTube* et *Le Monde*, « « *Guinée, les retournés* » sur Arte : *portrait de ceux qui, après leur rêve d'Europe, rentrent chez eux* », publié le 11 juin 2022 et disponible sur : « *Guinée, les retournés* », sur Arte : *portrait de ceux qui, après leur rêve d'Europe, rentrent chez eux (lemonde.fr)* »

6.3 Le Conseil constate que ces documents correspondent aux conditions légales et les prend en considération.

7. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en ce qui concerne la première requérante

7.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, en son paragraphe premier, est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par la protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

7.2 A l'appui de sa demande de protection internationale, la première requérante invoque notamment une crainte d'être excisée en cas de retour en Guinée. A titre liminaire, le Conseil rappelle les enseignements suivants de l'arrêt n° 231 279 du 16 janvier 2020 qui illustre une jurisprudence constante :

« 5.10.1. Ainsi, il n'est pas contesté que l'excision, quel qu'en soit le type, constitue une atteinte grave et irréversible à l'intégrité physique des femmes qui la subissent. De tels actes relèvent des « violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles » ou encore des « actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants », au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a) et f), de la loi du 15 décembre 1980, et ils visent les femmes en tant que membres d'un groupe social au sens de l'article 48/3, § 4, d), de la même loi.

5.10.2. En outre, le Conseil continue de retenir des informations figurant au dossier administratif (pièce 31, farde « Informations sur le pays », COI Focus, « Guinée. Les mutilations génitales féminines », 6 mai 2014) et de celles, dont certaines plus récentes, qui sont exposées dans la requête introductive d'instance que le taux de prévalence des MGF en Guinée se situe à un niveau extrêmement élevé (environ 96%), ce qui implique, à tout le moins pour les jeunes filles mineures qui ne les ont pas encore subies, un risque objectif significatif, voire une quasi-certitude, d'y être soumises. Si certains facteurs peuvent certes contribuer à diminuer le niveau de risque de MGF - notamment l'âge, le niveau éducatif, la confession religieuse, l'appartenance ethnique, l'origine géographique, le statut socio-économique, l'environnement familial ou encore l'état du droit national -, les taux de prévalence observés se maintiennent toutefois à des niveaux significativement très élevés qui autorisent à conclure que les évolutions favorables enregistrées ne concernent statistiquement qu'un groupe extrêmement limité de la population féminine, et relèvent dès lors d'une configuration exceptionnelle de circonstances. Les opinions favorables à l'abandon des MGF exprimées lors d'enquêtes doivent quant à elles être doublement tempérées : d'une part, rien n'indique que ces opinions émanent des personnes qui ont le pouvoir de décision en la matière, et d'autre part, leur fiabilité doit être évaluée en tenant compte de l'éventuelle réticence des personnes interrogées à prôner le maintien de pratiques légalement interdites dans leur pays. Il en résulte qu'un tel courant d'opinions - portant par ailleurs sur un échantillon arithmétiquement limité de la population guinéenne - ne peut pas suffire à affecter significativement la vérité des chiffres observés. Enfin, ces mêmes informations ne permettent pas de conclure que l'excision d'une fillette est laissée à la seule décision des parents, mais tendent au contraire à indiquer que d'autres acteurs sont susceptibles de se substituer à ces derniers pour prendre des initiatives néfastes en la matière.

5.10.3. Le Conseil estime dès lors qu'en l'état des informations statistiques actuellement disponibles, le taux de prévalence des MGF en Guinée traduit un risque objectif et significativement élevé de mutilation, à tout le moins pour les jeunes filles mineures de ce pays qui n'y ont pas encore été soumises. Ce risque, ainsi qualifié, suffit en lui-même à fonder, dans le chef des intéressées, une crainte de persécution en cas de retour en Guinée, sauf à établir qu'à raison de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres, elles n'y seraient pas exposées ou seraient raisonnablement en mesure de s'y opposer.

5.10.4. En l'occurrence, eu égard aux éléments non contestés du récit et à l'ensemble des éléments du dossier administratif, le Conseil estime, contrairement à l'analyse de la partie défenderesse dans la décision attaquée, que de telles circonstances exceptionnelles sont en l'espèce absentes.

En effet, le Conseil constate que contrairement à ce que soutient la partie défenderesse, la requérante n'a pas évolué dans un milieu dans lequel l'excision n'était pas pratiquée. Ainsi, il ressort de ses déclarations et de celles de sa sœur, F. C. (dont le rapport de l'entretien individuel figure dans le dossier administratif), qu'elle a subi un simulacre d'excision à l'initiative de sa maman, visant à la protéger d'une mutilation génitale féminine. En outre, il ressort de ses déclarations qu'elle craignait initialement de subir une reexcision et qu'elle n'a appris qu'elle n'était pas excisée que lors d'un examen médical en Belgique. Il ressort par ailleurs des déclarations de sa tutrice et de son conseil que la requérante a été fortement marquée quand elle a été informée qu'elle n'avait pas été réellement excisée, autre indice indiquant qu'elle a évolué dans un milieu où la pratique de l'excision était prégnante. Le Conseil observe encore que la maman de la requérante, qui l'a protégée de cette pratique, n'habite plus dans la concession familiale depuis son divorce et se trouve dans une situation précaire. »

7.3 Il ressort de la lecture des dossiers administratif et de procédure que la première requérante n'est pas excisée, que le taux d'excision dans son pays d'origine est demeuré extrêmement élevé (voir notamment les chiffres cités dans le recours, p.p. 17-18 et dans le DA) et que les autorités guinéennes n'offrent toujours pas de protection effective contre cette pratique. La partie défenderesse ne conteste pas la réalité de ces constatations.

7.4 Dans la décision attaquée, la partie défenderesse rejette toutefois la demande de la requérante en rappelant que dans le cadre de la dernière demande de protection internationale introduite par les parents de cette dernière, il avait été constaté qu'elle pourrait échapper à l'excision en cas de retour en Guinée parce qu'elle bénéficie de la protection de ses parents, qui sont tous deux opposés à cette pratique (arrêt 264 720 du 30 novembre 2021). Le Conseil ne peut pas se rallier à cette argumentation.

7.5 D'une part, il rappelle que les parents de la première requérante ne peuvent pas être considérés comme des acteurs de protection au sens de l'article 48/5, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 qui ne vise que « (...) l'Etat ou (...) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie de son territoire ». A cet égard, la Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit qu'un éventuel soutien social et financier assuré par des acteurs privés, tels que la famille ou le clan du ressortissant d'un pays tiers concerné, « (...) n'est, en tant que tel, de nature ni à empêcher des actes de persécution ni à déceler, à poursuivre et à sanctionner de tels actes et, partant, ne peut être considéré comme assurant la protection ». Ainsi, le « soutien social et financier (...) assuré par la famille ou le clan (...) ne peut être considéré comme assurant une protection contre des actes de persécution » et « n'est, de ce fait, pertinent ni aux fins d'apprécier l'effectivité ou la disponibilité de la protection assurée par l'Etat (...) ni aux fins de déterminer (...) » (CJUE, affaire C-255/19, Secretary of State for the Home Department contre OA du 20 janvier 2021, notamment points 46 à 60).

7.6 S'agissant spécifiquement de la protection contre l'excision, l'association Nansen, dans un rapport cité dans le recours, rappelle ce qui suit : « *Seuls l'État et les partis ou organisations qui contrôlent l'État ou une partie importante de son territoire peuvent fournir une protection. Dès lors, ni les parents, ni aucun autre acteur par exemple des ONG ou d'autres organisations luttant contre les mutilations génitales féminines dans les pays d'origine, ne peuvent être considérés comme des acteurs de protection. On ne peut donc pas attendre des parents qu'ils protègent leurs enfants contre les mutilations génitales féminines en cas de retour éventuel. Toute motivation dans ce sens est contraire aux articles précités de la Loi du 15 décembre. Finalement, il convient de souligner que les mutilations génitales féminines ne dépendent pas uniquement de la décision des parents et peuvent également se produire en dehors de la volonté de ceux-ci. Le Conseil du Contentieux des Étrangers l'a reconnu à plusieurs reprises : « Enfin, ces mêmes informations ne permettent pas de conclure que l'excision d'une fillette est laissée à la seule décision des parents, mais tendent au contraire à indiquer que d'autres acteurs sont susceptibles de se substituer à ces derniers pour prendre des initiatives néfastes en la matière ».* (NANSEN, « Mutilations génitales féminines », publié le 15 juin 2022 et disponible sur : 210826 NANSEN Note 2021-1 VGV_FR_dernière relecture Alice (nansen-refugee.be)).

7.7 D'autre part, le Conseil souligne que la décision attaquée est une décision de refus de sorte qu'il est amené à statuer en l'espèce sur le bienfondé de la crainte invoquée par la première requérante. Dans ce cadre, il tient notamment compte de tous les faits pertinents concernant le pays d'origine au moment de statuer sur la demande, y compris les lois et règlements du pays d'origine et la manière dont ils sont appliqués (article 48/6, § 5, a), et notamment du rapport de l'association Nansen, dont un extrait est reproduit ci-dessus.

7.8 Au vu de ce qui précède, si le recours ne permet pas de dissiper toutes les zones d'ombre du récit livré au nom de la première requérante par ses parents, il existe suffisamment d'indices du bienfondé de la crainte d'excision invoquée par cette dernière pour que le doute lui profite. Le Conseil estime que cette crainte ressortit au champ d'application de la Convention de Genève dès lors qu'elle peut s'analyser comme une crainte liée à son appartenance au groupe social des femmes guinéennes (article 48/3, § 4, d de la loi du 15 décembre 1980).

7.9 Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des autres aspects de la demande et des arguments des parties s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas aboutir à une reconnaissance plus étendue de la qualité de réfugié à la requérante.

7.10 En conséquence, il est établi que la première requérante reste éloignée de son pays d'origine par crainte de persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, en raison de son appartenance au groupe social des femmes.

8. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en ce qui concerne le deuxième requérant

8.1. A l'appui de sa demande de protection internationale, le deuxième requérant invoque essentiellement une crainte d'être persécuté en raison de sa naissance hors mariage. La décision attaquée est fondée sur le constat que le requérant n'établit pas la réalité des faits qu'il relate pour justifier sa crainte.

8.2. S'agissant de l'établissement des faits, le Conseil souligne qu'il revient, d'une part, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande et, d'autre part, à la partie défenderesse, d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur d'asile. Pour ce faire, la partie défenderesse doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur (dans le même sens, cfr l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017). Enfin, l'obligation de motivation de la Commissaire générale ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

8.3. En l'espèce, la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre au requérant de comprendre pour quelles raisons la partie défenderesse a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié. La partie défenderesse y rappelle que la réalité du mariage forcé de la mère du requérant n'a pas été considérée comme établie à suffisance dans l'arrêt précité du 30 novembre 2021 et que dans son arrêt du 31 juillet 2023, le Conseil a souligné ne pas disposer d'élément suffisant concernant le statut conjugal des parents du requérant. Elle constate que le requérant ne fournit pas d'élément supplémentaire concernant sa situation familiale et qu'il résulte d'informations figurant dans le dossier administratif que la seule circonstance d'être né hors mariage ne suffit pas à justifier une crainte fondée de persécution dans le chef du requérant. Elle expose ensuite pour quelles raisons elle estime que les actes de mariage produits ne peuvent se voir reconnaître en l'espèce de force probante significative.

8.4. Pour sa part, le Conseil estime, en outre, que ces motifs se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'ils constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, sont déterminants et permettent de fonder la décision attaquée, empêchant de tenir pour établis les faits invoqués par le requérant et/ou le bien-fondé de sa crainte ou du risque réel qu'il allègue. Le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif, que ni les dépositions du requérant ni les documents qu'il fournit ne permettent d'établir la réalité du statut d'enfant naturel qu'il revendique. Il observe en tout état de cause qu'il ne fournit pas non plus d'élément susceptible de démontrer que, même à supposer que la réalité de ce statut soit établie, il aurait de sérieuses raisons de craindre d'être personnellement persécuté en cas de retour en Guinée. Le Conseil se rallie également aux motifs sur lesquels la partie défenderesse s'appuie pour mettre en cause la force probante des documents produits, en particulier les copies d'actes de mariages de ses parents.

8.5. Le Conseil n'est pas convaincu par les arguments développés dans le recours. Si le requérant y formule différentes critiques à l'encontre des motifs de l'acte attaqué, le Conseil n'y aperçoit aucun élément de nature à établir que les parents du requérant ne seraient pas perçus comme mariés en cas de retour en Guinée, alors que la réalité du mariage forcé invoqué par la mère du requérant n'a pas été jugée crédible et que ses parents ont eu ensemble 3 enfants nés en Belgique respectivement en septembre 2019, mars 2021 et août 2024. Les affirmations contenues dans le recours selon lesquelles les parents du requérant seraient séparés depuis le prononcé de l'arrêt de novembre 2021, à l'exception d'une courte période de reformation de leur couple correspondant à la conception de leur troisième enfant, ne sont nullement étayées et ne convainquent pas le Conseil. Le Conseil ne peut pas davantage faire sienne l'argumentation du requérant lorsqu'il reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir respecté l'autorité de chose jugée de l'arrêt 292 479 du 31 juillet 2023. Le Conseil observe tout d'abord que les 2 parents du requérant ont été entendus en leur qualité de représentants légaux le 6 décembre 2023 et le 20 février 2024, soit après le prononcé de l'arrêt d'annulation précité. Il constate ensuite que les deux actes de mariages produits par les parents du requérant ont été analysés dans la décision attaquée et que ces actes de mariage qui sont anciens, soit 2012 et 2018, ne fournissent aucune indication sur leur situation matrimoniale actuelle.

8.6. En tout état de cause, le Conseil considère, à l'instar de la partie défenderesse, que la seule circonstance qu'un enfant guinéen est né hors mariage ne suffit pas à justifier dans son chef une crainte de persécution. S'agissant de la situation prévalant en Guinée, le Conseil rappelle que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de discriminations ou de violations des droits de l'homme dans un pays à l'encontre de membres d'un groupe, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays qui est membre de ce groupe a des raisons de craindre d'être persécuté. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à des persécutions au regard des informations disponibles sur son pays. En l'espèce, à la lecture des informations fournies par les parties, le Conseil estime, certes, ne pas pouvoir exclure que, dans certains cas, des enfants guinéens nés hors mariage soient persécutés en raison des circonstances de leur naissance. Toutefois, il n'est pas possible d'en déduire que tous les enfants guinéens nés hors mariage font systématiquement l'objet de persécutions en Guinée. Or à la lecture du dossier administratif et de procédure, le Conseil observe que le requérant ne fournit pas d'élément individuel de nature à démontrer qu'en cas de retour en Guinée, il y ferait personnellement l'objet de persécutions. Les documents généraux cités dans le recours, qui ne contiennent aucune indication au sujet de sa situation personnelle, ne permettent pas de justifier une autre appréciation. Les récits de ses parents n'ayant pas été jugés crédibles, le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les dossiers administratif et de procédure, aucune indication que la situation familiale du requérant l'exposerait à des persécutions en cas de retour dans son pays.

8.7. S'agissant des souffrances psychiques de la mère du requérant, le Conseil n'en conteste ni la réalité ni la gravité mais il estime que ce constat est sans pertinence pour apprécier le besoin de protection du requérant. D'une part, il rappelle que la santé psychique de la mère du requérant a déjà été examinée dans un arrêt dont il ressort que la situation matrimoniale invoquée à l'appui de sa propre demande de protection n'est pas établie et qui bénéficie de l'autorité de chose jugée. D'autre part, il souligne que cette dernière n'est partie à la présente cause qu'en sa qualité de représentante légale du requérant. Il rappelle à cet égard que le risque de persécution invoqué en son nom propre par le requérant n'est pas établi, qu'il n'est dès lors pas utile d'examiner s'il pourrait être protégé contre un risque de persécution inexistant et que sa mère ne pourrait en tout état de cause pas être considérée comme un acteur de protection (voir à ce sujet supra, point 7.5 du présent arrêt).

8.8. La partie défenderesse expose valablement pour quelles raisons elle écarte les autres documents produits et le Conseil se rallie à ces motifs qui ne sont pas utilement critiqués dans le recours.

8.9. Le Conseil estime encore que le bénéfice du doute ne peut pas être accordé au requérant. En effet, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 2011, pages 40 et 41, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). De même l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 stipule que « *Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :*

a) [...] ;

b) [...] ;

c) *les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;*

d) [...] ;

e) *la crédibilité générale du demandeur a pu être établie. »*

En l'espèce, ces conditions ne sont manifestement pas remplies et il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute.

8.10. Il résulte de ce qui précède que les motifs de la décision entreprise analysés ci-dessus constatant le défaut de crédibilité des faits allégués et/ou l'absence de bienfondé de la crainte invoquée sont établis. Le Conseil constate que ces motifs sont pertinents et suffisent à fonder la décision entreprise. Il estime par conséquent qu'il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres griefs de cette décision ni les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

8.11. Au vu de ce qui précède, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève.

9. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 en ce qui concerne le deuxième requérant

9.1 L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que : « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

9.2 Le requérant ne fonde pas sa demande de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

9.3 Dans la mesure où la décision a constaté, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que le bienfondé de la crainte justifiée par ces faits ou motifs n'était pas établi, il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

9.4 Pour autant que de besoin, le Conseil observe qu'il n'est pas plaidé, et lui-même ne constate pas au vu de l'ensemble des pièces du dossier que la situation dans la région d'origine du requérant correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

9.5 Il n'y a par conséquent pas lieu de faire droit à la demande du requérant de bénéficier de la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

10. L'examen de la demande d'annulation en ce qui concerne le deuxième requérant

Le requérant sollicite l'annulation de la décision prise à son égard. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de cette décision, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La première partie requérante [D.B.] est reconnue réfugiée

Article 2

La deuxième partie requérante [D.A.] n'est pas reconnue réfugiée.

Article 3

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la deuxième partie requérante [D.A.].

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept février deux mille vingt-cinq par :

M. de HEMRICOURT de GRUNNE,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. BOURLART,

greffier.

Le greffier,

La présidente,

M. BOURLART

M. de HEMRICOURT de GRUNNE